

Politique et Sociétés

Le conservatisme au Québec : retour sur une tradition oubliée,
de Frédéric Boily, Québec, Les Presses de l'Université
Laval, 2010, 135 p.

Jean-Philippe Gauvin

Pouvoir, participation et capacité
Volume 32, numéro 1, 2013

URI : id.erudit.org/iderudit/1018728ar
<https://doi.org/10.7202/1018728ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN 1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gauvin, J. (2013). *Le conservatisme au Québec : retour sur une tradition oubliée*, de Frédéric Boily, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 135 p. <https://doi.org/10.7202/1018728ar>

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Pour ce dernier, les objectifs ne sont pas moins utopiques que ses moyens sont paradoxalement limités. Engagée dans un conflit asymétrique planétaire, l'« organisation clandestine » s'est donné des objectifs de grande ampleur mais flous : remplacer les gouvernements arabes vassaux par des gouvernements islamiques, repousser la présence militaire américaine, éliminer Israël et unifier l'*oumma*, la communauté des musulmans du monde. Pour y arriver, toutes les cibles sont permises.

Le conflit entre ces deux universalismes ne permet aucune victoire, ni militaire ni politique. Leur messianisme suit des logiques que Clément tente d'interpréter, entre autres, par des schémas conceptuels, empruntés à la théorie des jeux, ce qu'il fait tout en mettant en garde le lecteur contre les modèles quantitatifs, dont la force d'explication reste limitée par rapport aux rationalités terroriste et antiterroriste. D'ailleurs, le lecteur n'est pas très convaincu par l'auteur que la notion de *rationalité instrumentale* s'applique aux opérations kamikazes.

Au cœur des stratégies de deux adversaires, on trouve un appel permanent à l'opinion publique et à des pratiques cherchant le maximum d'efficacité communicationnelle. Or, malgré tous les efforts déployés, aucun des deux n'a gagné la campagne de charme. Cette impasse pourrait expliquer, du moins partiellement, le printemps arabe qui a éclaté après la publication du livre. La révolte des masses arabes au nom des élections libres, de la liberté et de la dignité s'inscrit en faux contre les objectifs d'Al-Qaïda, même si les deux mouvements partagent certaines revendications.

De plus, on ne peut pas se laisser aller à l'euphorie et à l'optimisme à cause du déclin relatif du terrorisme et de la mise en place de gouvernements représentatifs à la suite du printemps arabe, car la transition vers la démocratie n'est pas uniforme. Si l'on peut se sentir encouragés par ce qui se passe en Tunisie ou en Égypte, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement ailleurs, en Irak par exemple, mais surtout en Afghanistan, au Yémen, en Syrie et en Libye. Il suffit de penser au meurtre de l'ambassadeur américain

en Libye le 11 septembre 2012, possiblement commandé par le nouveau chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zaouahiri, pour s'en convaincre.

Soyons clairs donc, le mouvement de démocratisation dans le monde arabe n'est pas un allié d'Al-Qaïda. Il représente un changement important dans la façon de penser des opinions publiques arabes. C'est pourquoi la voix d'Al-Qaïda est moins retentissante dans les rues arabes. Pourtant, Al-Qaïda et la mouvance terroriste sont assez forts pour imposer un « match nul », comme le dit Pierre-Alain Clément, contre un Occident toujours interpellé par la recrudescence de violence dans le monde musulman. En conclusion, pour la communauté de chercheurs, mais aussi pour tous ceux et celles qui sont intéressés par les enjeux internationaux contemporains, surtout au Moyen-Orient, cet ouvrage offre un très bon outil d'interprétation et de compréhension de ce qui est véritablement le « match » du siècle.

A.G. Dizboni
Collège militaire royal du Canada,
CIDP et Université Queens
dizboni-a@rmc.ca

Le conservatisme au Québec: retour sur une tradition oubliée, de Frédéric Boily, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 135 p.

Dans *Le conservatisme au Québec*, Frédéric Boily entreprend la difficile tâche de définir le conservatisme et d'explorer ses racines québécoises. Partant de la récente « montée » de l'idéologie conservatrice au Québec, notamment observable par la percée du Parti conservateur du Canada lors de l'élection de 2006, l'auteur argumente que le conservatisme a toujours été présent chez les intellectuels québécois. Plus précisément, l'argument de l'ouvrage comporte deux propositions. D'une part, au Québec, « le conservatisme constitue une tentation permanente » (p. 8); d'autre part, « le pur conservatisme n'existe pas » (p. 9). Pour élaborer ces propositions, l'ouvrage se divise en trois grandes parties : la première cherche à définir le concept de conservatisme,

la deuxième explore le rapport au conservatisme de grands penseurs québécois, la dernière explore comment cette idéologie s'est répercutée sur les partis politiques de la province.

Le premier chapitre vise directement à définir le conservatisme. Comme le relève l'auteur, toute définition est incomplète, puisque le concept s'exprime sous différentes facettes. Si certains disent que «les conservateurs sont ceux qui se donnent pour mission de conserver ce qui est», Boily cherche à aller plus loin, en tentant d'explorer les sources du conservatisme. Il relève deux rapports importants pour les conservateurs: celui à la religion et celui à la tradition. Ces liens sont particulièrement saillants dans leur vision du contrat social, qui oppose Edmund Burke à John Locke. En effet, «les conservateurs vont interpréter l'histoire comme étant la persistance, à travers les générations, de structures et de mentalités qui s'imposent à l'individu» (p. 21).

Mais l'exploration du conservatisme passe aussi par ses frontières poreuses. Boily y voit plusieurs similitudes avec le fascisme et même le libéralisme. Si beaucoup d'intellectuels considèrent que «le conservatisme fait le lit du fascisme» (p. 25), il en est autrement. Le fascisme est, malgré ses similitudes, d'une tout autre nature, soit une nature révolutionnaire, notamment en raison de sa volonté de rupture avec le monde bourgeois. De leur côté, les fervents du libéralisme se rapprochent aussi des conservateurs sur quelques éléments puisque, pour les deux idéologies, «le marché se révèle la seule arène où vont pouvoir se rencontrer les individus» (p. 26). De plus, certains libéraux «reconnaissent qu'il n'est pas possible de tout recommencer à chaque génération» (p. 27), montrant l'importance de la tradition, quoique cette dernière n'ait pas le statut ou le sens primordial que lui accordent les conservateurs.

La deuxième section de l'ouvrage, qui recoupe les chapitres deux et trois, vise à retracer les moments significatifs du conservatisme chez les penseurs québécois. Le chapitre deux se concentre sur la période

1900-1960. La réflexion de Boily est riche, alors qu'il explore le développement de *L'Action nationale*. Il relève plusieurs paradoxes inhérents à cette revue catholique, notamment la difficulté de choisir entre catholicisme et nation. Durant la même période, la présence de l'École sociale populaire, un mouvement antilibéral, est aussi marquante pour le conservatisme. Pour Boily, les écrits du père Joseph-Papin Archambault, directeur de l'ESP dans les années 1930, comportent un message assez clair: «l'ennemi, c'est d'abord l'individualisme libéral» (p. 46). D'autres penseurs de l'époque ont également un rapport intéressant au conservatisme. Notamment, Boily argumente que François Hertel, un important intellectuel de l'époque, a même, dans certains écrits, fraternisé avec le fascisme.

La période post-1960 est couverte dans le troisième chapitre de l'ouvrage. L'auteur montre que bien que le conservatisme semble avoir disparu à la fin des années 1960, il reste présent chez certains penseurs; il suffit de savoir où chercher. Par exemple, malgré son engagement socialiste, le sociologue Fernand Dumont n'a jamais été unidimensionnel. En effet, selon Boily, Dumont voit dans l'indépendance du Québec un processus «organiquement lié au passé et, conséquemment, il doit en tirer ses valeurs» (p. 69). Dumont critique aussi le multiculturalisme, considérant que le Canada fait l'économie du passé (p. 71). De son côté, le politologue Léon Dion, souvent vu comme très libéral, a aussi flirté avec le conservatisme. Selon l'auteur, «il croyait que la question de l'identité ne pouvait pas se poser autrement que dans une filiation imaginée, mais réelle, avec ceux qui nous ont précédés» (p. 75). Le projet national ne pouvait donc, pour Dion, échapper à cette interrogation sur l'origine. Aujourd'hui, le conservatisme a pourtant fait place à une nouvelle génération de penseurs, empreinte d'une sensibilité historique et évitant de se catégoriser comme conservateurs, mais utilisant plutôt le titre de libéraux déçus. De façon intéressante, Boily relève que deux conservatismes s'affrontent aujourd'hui, un de gauche et un de droite.

Mais l'idéologie n'a pas été que présente chez les penseurs, comme le démontre la troisième section de l'ouvrage. Le quatrième et dernier chapitre traite plus particulièrement du conservatisme au sein des partis politiques. Boily y compare trois partis politiques québécois : l'Union nationale (UN), le Ralliement créditiste et l'Action démocratique du Québec (ADQ). Pour chacun d'eux, il relève également des contradictions quant à leur idéologie. Par exemple, si l'UN peut être caractérisée comme conservatrice, son chef Maurice Duplessis n'était pas contre l'industrialisation de la province (p. 97), pratiquant plutôt un laissez-faire libéral classique. De la même façon, si le « moment » créditiste – tel que surnommé par Boily – peut être considéré comme conservateur, ses solutions préconisées contre le capitalisme peuvent être accusées de « pré-keynésianisme et même de socialisme » (p. 106). L'auteur hésite aussi à cataloguer l'ADQ comme un parti purement conservateur ; il le voit plutôt comme un parti néolibéral conservateur, en raison de son discours de rupture avec le passé en termes de réingénierie de l'État.

Tout au long de l'ouvrage, Boily arrive à illustrer ses propositions principales de manière très convaincante. Le conservatisme pur n'existe pas, comme le démontre la difficulté à définir le concept. Plutôt, le « conservatisme est une idéologie oppositionnelle » (p. 33), que l'on saisit mieux lorsque contrastée avec d'autres mouvements. De plus, il prouve que le conservatisme n'est pas nouveau au Québec ; il y détient même des racines bien profondes.

Malgré la qualité de la démonstration, toute analyse classique des idées s'expose à une critique importante : cette méthode repose sur une reconstruction *a posteriori* des idées d'un penseur, ce qui laisse beaucoup de place à l'interprétation. Autrement dit, en cherchant bien, on pourra trouver du conservatisme partout, même chez les plus libéraux. En ce sens, l'auteur aurait bien pu effectuer l'exercice inverse : si Edmund Burke est souvent vu comme le père du conservatisme, ses *Réflexions sur la Révolution de France* (2004, Paris, Hachette) comportent certainement des passages libéraux.

Toutefois, cette critique n'enlève rien à la fine analyse de Frédéric Boily. L'auteur réussit à nous convaincre de la justesse de ses propos, alors qu'en fin de compte le conservatisme ne semble rien de nouveau pour le Québec. En somme, *Le Conservatisme au Québec* plaira à tous ceux qui souhaitent remettre l'actualité politique québécoise en perspective, même si cela nécessite un retour sur une tradition oubliée.

Jean-Philippe Gauvin
Université de Montréal
 jean-philippe.gauvin@umontreal.ca

Les gouvernements minoritaires au Canada et au Québec : historique, contexte électoral et efficacité législative, de Pier-Luc Migneault, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2010, 124 p.

Dans son ouvrage intitulé *Les gouvernements minoritaires au Canada et au Québec*, Pier-Luc Migneault vise à comprendre un phénomène encore peu étudié au Canada. En effet, malgré treize gouvernements minoritaires au niveau fédéral canadien et une trentaine dans les provinces, seuls quelques chercheurs se sont intéressés à ce phénomène. L'auteur cherche alors à combler cette lacune pour comprendre si les gouvernements minoritaires au Canada occasionnent une situation où le Parlement se retrouve dans « l'incapacité de conduire sa fonction législative » (p. 20). Il argumente que, au contraire, « les gouvernements minoritaires ne sont pas nécessairement synonymes d'inefficacité » (p. 25). Pour tester cette hypothèse, l'ouvrage se divise en trois parties. La première cherche à définir les concepts et à revoir l'historique des gouvernements minoritaires canadiens ; la deuxième entame une démonstration empirique de type quantitatif et cherche à comparer les gouvernements majoritaires et minoritaires ; finalement, la dernière fait office de réflexion quant aux implications des résultats de ces comparaisons statistiques.

Dans le premier chapitre de l'ouvrage, Migneault explore en profondeur la litté-